

Les subsides

Nous avons été témoins de harcèlements semblables dans une affaire plutôt ridicule alors que le propriétaire d'une charcuterie au marché By à Ottawa a décidé de lancer de nouveaux sandwiches durant l'épisode Sinclair Stevens. C'est un homme fort entreprenant. Conformément à l'esprit qui règne au sein du parti conservateur, il ne mâche pas ses mots. Il tient à vendre son sandwich. Il a donc lancé le sandwich Sinc Stevens fait d'une tranche de dindon, d'une tranche de foutaise, d'une tranche de saucisson, le tout garni et offert sans intérêt pour seulement \$1.99. On aurait cru que les députés conservateurs tout intéressés qu'ils sont à la libre-entreprise auraient fait l'éloge de cet esprit d'initiative manifesté par ce commerçant du marché By. Au lieu de cela, ils ont lancé un avocat conservateur aux trousseaux du propriétaire de cette charcuterie, qui vient lui-même d'un pays où règne l'oppression, un pays où les gens n'ont pas le droit de dire ce qu'ils pensent. L'avocat lui a dit: «Écoutez. Vous feriez mieux de cesser de vendre ces sandwiches. Vous feriez mieux d'en finir avec cette allusion politique ou alors les progressistes conservateurs vont boycotter votre commerce». Je tiens à dire aux députés que le propriétaire de cette charcuterie . . .

Mlle Carney: Liberté de choix!

Mme Copps: La député de Vancouver-Centre parle de liberté de choix. Il s'agit bien de cela. On pouvait aller à cette charcuterie du marché By acheter un sandwich Sinc Stevens, ou encore un sandwich Nielsen. Nielsen s'y connaît en dindon. On pouvait acheter un sandwich au saucisson . . .

● (1600)

M. le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je sais qu'il est difficile de parler d'un «sandwich York—Peel», mais la députée aurait-elle l'obligeance d'appeler les députés par le nom de leurs circonscriptions et non par leur nom propre? Je veux parler du député de York—Peel (M. Stevens) et du député du Yukon (M. Nielsen).

Mme Copps: D'accord, monsieur le Président. Je parle des sandwiches.

On aurait pu vendre un sandwich Cappicola Copps, en l'honneur de la député de Hamilton-Est. Nous sommes dans un pays libre et quelqu'un a eu l'idée d'offrir un sandwich au saucisson à \$1.99. Ce n'est pas une mauvaise idée. Mais le gouvernement en fait une attaque de paranoïa. Le même genre de paranoïa que dans l'affaire Corrado. La lettre de la déléguée conservatrice aurait dû prendre le bord du panier. Nous recevons des centaines de lettres.

[Français]

Je suis assurée que tous les députés de tous les partis reçoivent des lettres de toutes sources. Si j'avais reçu une lettre quelconque de quelqu'un qui se plaignait de quelqu'un qui avait exercé son droit de parole, tel que protégé par la Charte canadienne des droits et libertés, je l'aurais mise à mon dossier 5, c'est-à-dire dans la poubelle, parce que cela n'avait pas de

sens de dire, de demander à Air Canada de faire une enquête auprès d'une hôtesse de l'air qui exerçait son droit de parole. Justement, ce n'est pas elle qui a commencé cette discussion auprès des délégués du parti progressiste conservateur. C'est elle qui s'est embarquée à l'invitation de cette déléguée, M^{me} Donna Ford de la Colombie-Britannique.

Alors, je pense, monsieur le Président, que c'est une racine de harcèlement qui vraiment touche au coeur des droits des Canadiens et des Canadiennes.

Moi, je ne veux pas avoir peur de dire quoi que ce soit à qui ce soit au Canada. J'aimerais bien dire ce que je pense sans avoir peur d'être harcelée par le gouvernement, soit par le ministre des Transports (M. Mazankowski), soit par la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{me} Carney) ou soit par le premier ministre (M. Mulroney), parce que je vis quand même dans un pays où mes propres paroles . . . je suis libre de dire ce que je veux.

Et je pense que dans tout pays démocratique, il faudrait qu'on garantisse ce droit de parole, mais on voit, depuis les 19 mois que le parti progressiste conservateur est au pouvoir, qu'on commence à perdre un peu ce pouvoir.

M. Rossi: Ils ont peur de la vérité.

Mme Copps: Le député dit qu'ils ont peur de la vérité. C'est vrai qu'ils ont peur de la vérité, parce que si on voit le harcèlement qui a été le sujet, qui a été subjugué . . . est-ce qu'on dit cela subjugué? . . . le propriétaire du magasin de sandwiches au marché Byward, c'est quand même incroyable, monsieur le Président, que les conservateurs s'intéressent tant aux sandwiches du marché Byward. Pourquoi n'a-t-on pas le droit de vendre ce qu'on veut vendre?

[Traduction]

Il en va de même pour l'affaire de l'agent de bord. Elle n'a pas entamé la discussion avec les délégués conservateurs. Elle a fait une remarque à la légère, une plaisanterie, comme nous en faisons tous tous les jours. J'espère que le moment venu . . .

Mlle Carney: Vous étiez là?

Mme Copps: La ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources me demande si j'étais là. Non, je n'y étais pas. Je raconte les événements tels que rapportés dans les médias et la lettre de la déléguée conservatrice. En fait, j'espère que je ne verrai jamais le jour où je ne pourrai plus plaisanter avec mes amis conservateurs. Je peux ne pas être d'accord avec tout ce que fait le parti conservateur, et encore moins avec tout ce que fait le premier ministre (M. Mulroney). Cependant, à l'occasion, je rencontre des députés conservateurs dans l'ascenseur et je fais de petites plaisanteries amicales avec eux. Cela fait partie de la vie dans une démocratie comme le Canada. Nous pouvons nous battre comme des démons ici à la Chambre des communes, mais dans les couloirs, les ascenseurs et à l'extérieur, nous sommes tous collègues.